

## SYRIE

# Plus de 1 900 réfugiés palestiniens tués depuis le début du conflit

**Le groupe de travail pour les Palestiniens en Syrie a indiqué hier que 1 908 réfugiés palestiniens ont été tués depuis le début du conflit syrien en mars 2011.**

Parmi les victimes, 42 ont trouvé la mort à cause de la faim et de la sécheresse qui sévissent dans le camp de Yarmouk (sud de la capitale syrienne Damas), assiégé depuis 184 jours, a précisé le groupe dans un communiqué.

Des centaines de milliers de familles palestiniennes vivent actuellement dans le camp de Yarmouk, mais font face à un

manque flagrant de vivres, de soins et de médicaments.

L'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) alerte régulièrement sur les terribles conditions de vie à Yarmouk.

Jeudi, le porte-parole de l'UNRWA, Chris Gunness, avait fait état de «l'extrême souffrance endurée par ses habitants, souffrant de malnutrition et de l'absence de soins médicaux, notamment pour ceux qui ont été durement blessés durant le conflit».

L'armée syrienne assiège plusieurs villes et quartiers tenus par les rebelles près de Damas et ailleurs dans le pays.



Photo : DR

## POUR L'ÉMIR DE DUBAÏ :

## «Il est temps de lever les sanctions contre l'Iran»

**L'émir de Dubaï, Mohammed ben Rached Al Maktoum, a déclaré qu'il était temps de lever les sanctions en vigueur contre l'Iran en raison de son programme nucléaire, indique un quotidien émirati citant une interview accordée par le souverain à la chaîne de télévision BBC.**

«L'Iran est notre voisin et nous ne voulons aucun problème. Levez les sanctions, cela profitera à tous», a déclaré l'émir cité par le quotidien *Gulf News*. L'émir de Dubaï s'est en outre dit persuadé du fait que le programme nucléaire iranien n'avait qu'un but pacifique.

Les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux reprochent à l'Iran de vouloir se doter de l'arme nucléaire sous couvert du programme nucléaire qu'il prétend réaliser à des fins paci-

fiques. Téhéran rejette ces accusations, affirmant que ses recherches nucléaires ont pour seul objectif de satisfaire les besoins du pays en électricité. Un accord préalable sur le programme nucléaire iranien a été conclu fin novembre dernier lors des négociations qui ont réuni à Genève une délégation iranienne et les représentants des Six médiateurs (Russie, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Chine et Allemagne). Téhéran a notamment accepté de suspendre pour une durée de six mois son enrichissement d'uranium à 20% pour le limiter à moins de 5% et de ne pas installer les équipements du réacteur à eau lourde d'Arak, actuellement en construction.

En contrepartie, les pays occidentaux ont accepté de ne pas imposer de nouvelles sanctions et de lever partiellement les sanctions déjà imposées.

## IRAK

## Ban Ki-moon à Bagdad pour des entretiens avec les dirigeants irakiens

Le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon est arrivé hier à Bagdad pour discuter avec les dirigeants irakiens de la crise sécuritaire du pays, selon la télévision d'Etat irakienne.

Selon la chaîne Iraqiya, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon «devrait rencontrer des hauts responsables irakiens pour discuter de la crise dans la province irakienne d'Anbar (ouest) et de la situation en Syrie».

La même source a indiqué que Ban Ki-moon évoquera également avec les responsables irakiens, les questions régionales, notamment la crise en Syrie, à une semaine de la conférence de paix dite Genève II prévue en Suisse le 22 janvier prochain. L'Irak a connu des violences très meurtrières en 2013, atteignant des niveaux inédits depuis les années 2006-2007, marquées par un conflit confessionnel. La dernière visite du chef de l'ONU en Irak remonte au 6 décembre 2012.

## ÉGYPTE

## Le Pentagone appelle à un référendum constitutionnel «transparent»

Le secrétaire américain à la Défense Chuck Hagel a appelé dimanche à un référendum constitutionnel «transparent» en Egypte pour assurer que tous les électeurs puissent s'exprimer «librement» dans le vote prévu mardi et mercredi. Dans son entretien téléphonique avec son homologue égyptien, le général Abdel Fattah al-Sissi, le chef du Pentagone a fait ressortir l'importance du référendum constitutionnel pour la transition politique globale de l'Egypte, a déclaré le porte-parole du Pentagone, John Kirby. M. Hagel a souligné «l'importance d'un référendum transparent dans lequel les Egyptiens ont la possibilité de voter librement», et a demandé à son homologue égyptien de garantir un «accès total» aux observateurs internationaux et nationaux. L'Egypte est plongée dans une situation d'instabilité en raison des protestations massives récurrentes déclenchées par la destitution de l'ancien président Mohamed Morsi par les militaires au début du mois de juillet dernier.

## CENTRAFRIQUE

## Des centaines de soldats de l'armée régulière rejoignent leur commandement

**Des centaines de soldats de l'armée régulière centrafricaine, qui avaient rejoint les milices anti-balaka opposées à l'ancien président Djotodia, rejoignent hier leur commandement à Bangui, a affirmé hier un responsable militaire.**

Ces soldats se faisaient enregistrer à l'Ecole nationale d'administration et de magistrature (Enam) où l'état-major a installé un bureau après l'appel dimanche du chef d'état-major, le général Ferdinand Bomboyeké, aux soldats de rejoindre

leurs casernes d'ici lundi. «Ils sont venus très nombreux et ça continue d'arriver. Ils ont répondu à l'appel du général. C'est un soulagement, c'est un très bon signe», a déclaré le colonel Désiré Bakossa, de l'état-major, qui supervise les opérations d'enregistrement à l'Enim. Des centres similaires ont ouvert à l'état-major de la gendarmerie et au commissariat central de Bangui pour gendarmes et policiers. Plusieurs milliers de soldats, gendarmes et policiers avaient déserté leurs unités ces derniers mois, craignant d'être victimes de

représailles des combattants Séléka qui constituaient l'essentiel des forces du président Michel Djotodia, qui a démissionné vendredi. Dimanche le président du Parlement provisoire, Alexandre-Ferdinand Nguendet, qui assure l'intérim de la fonction présidentielle, a déclaré que son objectif, était qu'avant une semaine, il n'y ait pas un coup de feu, pas de pillage, pas d'exaction dans la capitale et qu'il entendait remettre les forces de sécurité centrafricaines dans les rues pour assurer la sécurité, aux côtés des soldats français et africains.

## GRANDE-BRETAGNE

## Londres promet d'honorer sa dette jusqu'à une éventuelle indépendance de l'Ecosse

**Le gouvernement britannique a promis hier d'honorer toute la dette contractée par le pays jusqu'à une éventuelle indépendance de l'Ecosse qui résulterait du référendum d'autodétermination prévu en septembre.**

«Dans le cas d'une indépendance de l'Ecosse du Royaume-Uni, le gouvernement britannique (qui restera en place à Londres et gouvernera l'Angleterre, le pays de Galles et l'Irlande du Nord) honorera en toute circonstance les termes contractuels de la dette émise par le gouvernement britannique», indique le ministère des Finances dans une note. «L'Etat écossais indépendant aura la charge d'une part juste et proportionnée des engagements financiers du Royaume-Uni en cours (jusqu'à l'indé-

pendance, que les autorités écossaises souhaiteraient proclamer en mars 2016) mais aucune part du stock de dette émise par le Royaume-Uni ne sera transférée à l'Ecosse», insiste le Trésor britannique.

Concrètement, l'Ecosse indépendante ne reprendra donc aucun titre de dette émis par le pays avant l'indépendance, mais devra en revanche emprunter de l'argent pour rembourser le Royaume-Uni pour la part «juste et proportionnée» de la dette dont elle aura la

responsabilité. Cette part devra être fixée dans le cadre d'une négociation entre Londres et le gouvernement d'une éventuelle Ecosse indépendante.

Avec cette annonce, le gouvernement britannique, qui est opposé à l'indépendance de l'Ecosse, entend tuer dans l'œuf toute inquiétude sur les marchés en garantissant aux créanciers du pays qu'aucun changement n'interviendra.

Selon les observateurs, attribuer à l'Ecosse une part des titres de dette britannique aurait pu entraîner des incertitudes sur leur remboursement après l'indépendance et provoquer en conséquence une hausse des taux d'intérêts sur la dette britannique. Les Ecossais seront appelés le 18 septembre pro-

chain à répondre par oui ou non à la question «L'Ecosse doit-elle être un pays indépendant?».

Les sondages montrent de façon stable que seule une minorité d'un tiers des électeurs écossais est favorable à l'indépendance de la province, rattachée depuis plus de trois siècles à la couronne britannique mais qui jouit depuis un référendum en 1997 d'une autonomie accrue. Les trois grands partis britanniques – les Conservateurs et Libéraux-démocrates au pouvoir mais aussi l'opposition travailliste – sont opposés à l'indépendance prônée par le Parti national écossais (SNP) d'Alex Salmond qui bénéficie d'une majorité absolue au parlement régional d'Edimbourg.